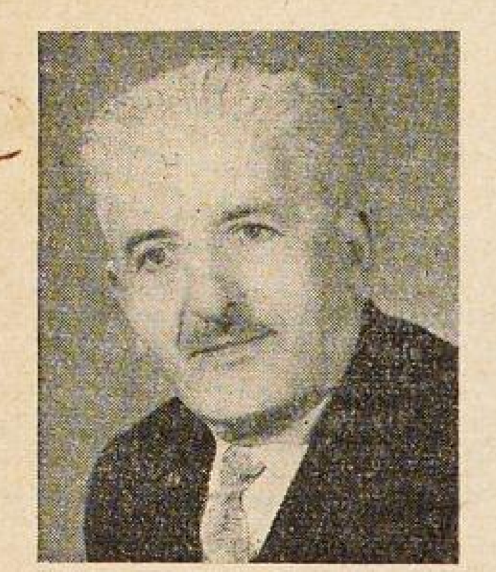
x 1° circ.



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

Circonscription de Montauban

De SAINTE-MARIE Pierre

Candidat de

L'UNION POUR LA NOUVELLE REPUBLIQUE

Electrices, Electeurs,

Voici des élections qui ne devraient pas être comme les autres où l'on prenait les mêmes pour recommencer!

Depuis mai dernier, il s'est passé quelque chose ! UN REGIME EST MORT, UN AUTRE EST NE !

Au pouvoir depuis cinq mois seulement, le Gouvernement du Général de Gaulle a accompli une œuvre immense. Nous nous sentons gouvernés dans la stabilité, la faillite financière a été évitée; notre pays, si bafoué, reprend place et une place de choix dans le concert international, l'unité nationale est rétablie alors que nous étions à la veille de la guerre civile due à la tragique faiblesse du régime défunt, enfin et surtout une solution généreuse a été proposée pour mettre fin à la guerre d'Algérie.

Le travail fait en si peu de temps est formidable, mais tout n'est pai terminé. Il reste beaucoup à faire et cela n'est pas étonnant : les hommes de la IV[e] nous avaient conduits si bas.

Pour terminer l'œuvre commencée, c'est à vous qu'il appartient de gagner la prochaine étape en envoyant au Parlement des hommes décidés à aider de toutes leurs forces le Gouvernement du Général de GAULLE pour lui permettre de continuer et d'amplifier sa tâche de salut.

A quels abîmes n'aurions-nous pas été conduits si le Général de GAULLE n'avait pris le sort de la France en mains et que penser de ceux qui ont dit « non » à son investiture ou « non » au Référendum ?

Comment osent-ils encore se présenter devant vous après avoir commis de telles fautes politiques ?

Il ne faut envoyer au Parlement ni ceux qui ont dit « NON », ni ceux qui ont dit « OUI » du bout des lèvres et au dernier moment, quand ils ont senti que le vent tournait à la tempête...

Il faut envoyer ceux qui ont lutté pour un « OUI » raisonné, pour un « OUI » à l'espérance et au renouveau.

Vous savez que je suis de ceux-là.

Je suis de ceux qui désirent que disparaisse un passé qui nous a conduit à tant de désastres; que finissent ces divisions innombrables, cette tendance aux combines, aux exclusives, à la politique de facilité, à la lâcheté, aux scandales...

Je pense queles Français peuvent se mettre tous d'accord sur les grands problèmes internationaux et sur les problèmes intérieurs essentiels tels que l'Unité Nationale, la création de la Grande Communauté Française, une Monnaie saine et stable, le Progrès social, etc... Ils ne seraient plus divisé que par des conceptions économiques différentes qui les classeraient en trois grandes catégories: les socialistes ou travaillistes, les libéraux et un Centre réaliste considérant que le but essentiel est l'accroissement du Pouvoir d'Achat de chacun.

Devançant cet avenir que j'espère, mais qui pourrait être très proche, car toutes nos divisions apparaissent de plus en plus dérisoires, je veux me classer dans ce Centre qui croiera à la Liberté Individuelle, à la Liberté de Croyance, à la Liberté d'Entreprise, à la Liberté d'Exploitation agricole, à la vraie Liberté, en un mot à celle qui est à la fois un bien précieux et un bien générateur de progrès.

Il faut desserrer le carcan des entraves étouffant les initiatives, permettre à chacun de courir sa chance sans qu'il soit obligé de ramper devant les influences ou de s'agglomérer dans les entreprises industrielles, commerciales ou agricoles trop grandes pour rester humaines.

Certes de grosses affaires sont utiles, nécessaires pour avoir des prix compétitifs et pour créer le progrès technique, mais il faut trouver un équilibre qui permette aux moyens et aux petits, non seulement de survivre mais de prospérer. Cela est possible économiquement et indispensable socialement.

Tout esst d'ailleurs possible avec un gouvernement suffisamment fort et durable pour avoir une politique. Nous avons la chance d'avoir les conditions nécessaires au succès de ce Gouvernement grâce à la victoire des « OUI ».

Voilà une profession de foi qui étonnera certains; elle ressemble si peu à celles farcies de promesses, qu'en période électorale on avait l'habitude de vous faire.

Je ne veux vous faire que des promesses que je suis sûr de pouvoir tenir.

Je serai un soutien fidèle de la politique de restauration, du prestige et de la grandeur de la France, entreprise avec succès par le Gouvernement du Général de GAULLE.

Je le soutiendrai aussi pour mettre en place et améliorer, s'il le faut, la nouvelle Constitution, qui doit avoir comme objectif essentiel de permettre au pays d'être gouverné, et gouverné d'une façon stable et durable. De tout mon cœur enfin je l'aiderai pour mettre fin à la guerre d'Algérie et pour créer la grande Communauté Française.

Partisan de la stabilité monétaire, je crois que cette stabilité peut être assurée par un équilibre budgétaire strict et obtenu par une diminution des dépenses, conjuguée avec une réforme financière révolutionnaire.

Un essai d'impôt à la base ou sur l'énergie doit être tenté avec prudence certes, mais aussi avec une imagination audacieuse.

Mais tout d'abord il faut savoir où on en est et pour cela :

— Etablir un bilan sincère de la situation;

— Diviser le problème budgétaire en deux parties : un budget de fonctionnement et un budget des investissements.

Pour le budget de fonctionnement, réaliser des économies draconiennes, éliminer les dépenses somptuaires, donner à chacun sa responsabilité.

Pour le budget d'équipement, utiliser au maximum les emprunts spécialisés et exiger une affectation rigoureuse des crédits.

Et en attendant une réforme fiscale simple, travail ardu mais possible avec la stabilité gouvernementale qui sera due à la CINQUIEME, réformer complètement les méthodes de contrôle et de vérification.

Au point de vue social,, travailler constamment, mais sans s'enchaîner avec des slogans publicitaires, à améliorer le sort et surtout la sécurité de chacun, pour marcher patiemment mais résolument vers un avenir meilleur pour tous.

Equiper le pays pour qu'il soit à même de, tant au point de vue industriel et commercial, qu'agricole, de soutenir la dure concurrence qui va nous être imposée par le Marché Commun et de continuer une expansion nécessaire à l'amélioration du niveau de vie de tous les Français.

Utiliser enfin au maximum les richesses de notre sous-sol; si nous avions su plutôt devenir une puissance pétrolifère, nous aurions évité bien des ennuis.

Je termine par le problème agricole : je m'intéresse particulièrement à lui car je suis un exploitant agricole et un militant du syndicalisme agricole. Dans ce département à prédominance rurale, il importe de se passionner pour ce problème qui a, en plus, une importance capitale pour la prospérité de la France.

Tout doit mis en œuvre pour que nous ayons une agriculture prospère et que les paysans ne soient plus les parias de la Nation. Ils demandent et je demande avec eux une chose que l'on ne pourra plus nous refuser bien longtemps : la Justice.

Oui, la justice tout simplement, c'est-à-dire la suppression de la différence entre les indices industriels et agricoles, une répartition équitable du revenu national, le même traitement que pour l'industrie au point de vue social, une politique d'investissement, de vulgarisation, de recherches et d'enseignement, en un mot, l'obtention d'une vie décente, comparable à celle des autres classes de la nation. Et pour cela, je demande l'orientation des productions, l'organisation des marchés par la profession, une collaboration efficace entre les Pouvoirs publics et les organisations professionnelles.

Et tout ce que je dis pour l'agriculture je le dis aussi pour tous ceux qui gravitent autour d'elle : petits commerçants et artisans ruraux en particulier.

Pour obtenir cela il n'y a pas de remède miracle. Il faut qu'il y ait au Parlement assez d'hommes de la terre, assez de ruraux pour œuvrer en commun d'une façon continue, patiente, ininterrompue dans ce sens. La tâche seradure car, depuis des décades, la machine tourne dans l'autre sens, il faut renverser la vapeur. Tous ceux qui ont été favorisés jusqu'ici s'y opposeront ainsi que tous ceux, hauts fonctionnaires, grande presse, etc..., qui ont encouragé une politique antipaysanne aussi néfaste qu'injuste.

Et là, il y a des Bastilles à détruire.

Pour ma part, parce que je crois qu'une bonne politique agricole peut grandement aider au relèvement de notre Patrie et parce qu'étant agriculteur je ne peux pas penser autrement, je m'engage à travailler dans ce sens de toutes mes forces. Quoique n'étant jusqu'ici que bien peu de chose, j'ai fait de mon mieux, grâce à quelques relations que j'ai au Gouvernement, pour faire sortir de ses cartons le projet de Caisse nationale des Calamités agricoles qui nous donnerait une certaine sécurité; je crois que c'est en bonne voie.

CITOYENS, CITOYENNES, tournez le dos au passé, soyez jeunes de cœur et regardez vers l'avenir. Pour que le renouveau, déjà amorcé, soit consolidé et amplifié, envoyez au Parlement des hommes décidés à œuvrer de toute leur volonté pour que « ça change ». Ne croyez plus ceux qui vous bernent à chaque élection. Il y a parmi les candidats des députés sortants ou des représentants de partis qui ont longuement gouvernés la France, qui ont eu des Ministres, des Présidents du Conseil. Qu'ont-ils fait pour la Réforme fiscale que vous désirez tous ou pour instaurer une vraie politique agricole ?

Fatigués des errements passés, vous voulez du nouveau.

Vous devez confirmer le succès des « OUI » au Référendum.

Le choix, parmi la cohue des candidats, est simple.

Ou vous êtes contre l'œuvre accomplie par le Gouvernement du Général de GAULLE, alors votez pour ceux qui ont dit « NON » ou pour les représentants des partis qui nous ont mis dans le pétrin.

Ou vous approuvez son action et vous voulez qu'il la continue et l'amplifie, alors votez pour celui qui a lutté pour le « OUI » et combattu pour assurer le succès de la nouvelle Constitution afin qu'elle soit le point de départ d'un régime qui nous donnera l'estime du monde et la prospérité de nos affaires dans une République plus juste, plus forte et plus fraternelle.

Vive la France !

Pierre de SAINTE-MARIE,

Agriculteur

Maire de Saint-Loup

Conseiller Général du Canton d'Auvillar

Ancien combattant 1914-18 1939-45

Croix de Guerre (7 citations) Officier de la Légion d'Honneur

Ancien de la Division Leclerc

Remplaçant éventuel : Marcel BACONNET Commerçant à Montauban

Imp. DUPIN, Montauban